

30-06-2021

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Liens:

[NBB.stat](#)
[Information générale](#)
**Comptes non financiers des secteurs institutionnels – premier trimestre de 2021**

- **Le taux d'épargne des ménages se replie quelque peu, tout en demeurant à un niveau élevé.**
- **Le solde de financement des administrations publiques s'améliore sensiblement, grâce à la nette progression des recettes fiscales et parafiscales combinée à une baisse des dépenses.**

Les comptes des secteurs sont établis à prix courants et selon le SEC 2010.

**INDICATEURS CLÉS**

(Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

		Ménages <sup>1</sup>		Sociétés non financières		Administrations publiques
		Taux d'épargne (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Taux de marge (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Solde de financement (pourcentages du PIB)
2018	I	11,4	9,2	41,7	26,7	-0,6
	II	11,4	9,2	41,5	26,8	-0,1
	III	11,5	9,4	41,7	26,7	-0,8
	IV	12,1	9,7	42,1	27,0	-1,8
2019	I	13,1	9,8	41,7	27,0	-1,9
	II	13,4	9,9	41,5	27,0	-2,0
	III	13,0	9,7	41,5	27,0	-1,6
	IV	12,3	9,8	41,6	27,3	-2,0
2020	I	19,1	9,2	42,4	27,5	-7,1
	II	28,1	8,0	38,0	26,3	-15,1
	III	16,8	9,4	40,8	27,3	-6,6
	IV	23,5	9,4	42,2	28,1	-9,5
2021	I	21,0	9,9	43,6	28,3	-6,0

<sup>1</sup> Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages

**Le taux d'épargne des ménages diminue légèrement**

Au premier trimestre de 2021, le revenu disponible des ménages a reculé de 1,5 % par rapport au trimestre précédent. Seuls le revenu mixte des indépendants et les loyers ont contribué positivement à la croissance du revenu disponible, à hauteur de respectivement 0,8 et 0,2 point de pourcentage. Toutes les autres composantes du revenu disponible – à savoir les rémunérations des salariés, les transferts courants et les transferts sociaux nets, les revenus de la propriété et les impôts courants sur le revenu et sur le patrimoine – ont pesé négativement sur l'évolution de celui-ci. À cet égard, il est à noter que les rémunérations des salariés de certaines branches d'activités avaient été influencées à la hausse au quatrième trimestre de 2020, d'une part par l'octroi de primes particulières (telles que les primes accordées au personnel soignant) et d'autre part par le maintien des primes de fin d'année pour le personnel ayant été mis en chômage temporaire.

Dans le même temps, les dépenses de consommation finale ont enregistré un rebond de 1,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2020.

Il en résulte un repli du taux d'épargne des ménages qui s'est établi à 21,0 % au premier trimestre de 2021, contre 23,5 % au trimestre précédent.

### ***Le taux d'investissement des ménages est en hausse***

Au cours du premier trimestre de 2021, le taux d'investissement des ménages (construction et rénovation de logements et formation brute de capital fixe des indépendants et des ISBL au service des ménages) est ressorti à 9,9 %, contre 9,4 % au quatrième trimestre de 2020, prolongeant ainsi la hausse entamée dans la seconde moitié de 2020.

### ***Tant le taux de marge des sociétés non financières que leur taux d'investissement poursuivent leur progression***

Le taux de marge des sociétés non financières a enregistré une nouvelle remontée au cours du premier trimestre de 2021, pour atteindre 43,6 %, contre 42,2 % au trimestre précédent. L'excédent d'exploitation des sociétés non financières a en effet augmenté de 5,7 %, soit une croissance nettement supérieure à celle de la valeur ajoutée (+2,3 %).

Parallèlement, le taux d'investissement des sociétés non financières s'est chiffré à 28,3 % de la valeur ajoutée au cours du premier trimestre, soit un accroissement par rapport au trimestre précédent (28,1 %). La croissance des investissements des sociétés non-financières (+3,1 %) a également excédé celle de leur valeur ajoutée.

### ***Le solde de financement des administrations publiques s'améliore sensiblement***

Au cours du premier trimestre de 2021, le solde du compte des administrations publiques s'est fortement amélioré, affichant un déficit de 6,0 % du PIB, contre 9,5 % au quatrième trimestre de 2020.

Les recettes ont été influencées positivement par l'évolution des recettes fiscales et parafiscales. Les impôts directs des ménages et des sociétés, parmi lesquels les impôts perçus par voie de rôles et les versements anticipés, ont enregistré une nette progression. La perception des impôts indirects, en particulier celle de la TVA, a été positivement affectée par la reprise de l'activité économique.

Quant aux dépenses, elles se sont réduites, essentiellement en raison de la baisse des prestations sociales (diminution du nombre d'ayants droit pour le chômage temporaire et le droit passerelle) et des transferts courants et en capital.

## Définitions

- Les ratios considérés présentent de fortes fluctuations d'un trimestre à l'autre. Afin de dégager les évolutions plus fondamentales, ces séries sont toutes présentées après correction des variations saisonnières et des effets de calendrier.
- Le taux d'épargne brut des ménages est l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. L'épargne brute est la partie du revenu disponible brut qui n'est pas dépensée sous la forme de consommation finale. Ainsi, le taux d'épargne augmente quand le revenu disponible brut croît plus vite que les dépenses de consommation finale.
- Le taux d'investissement brut des ménages est la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. La formation brute de capital fixe couvre les dépenses en construction et en rénovation de logements par les ménages ainsi que les investissements en capital fixe consentis par les indépendants et par les ISBL au service des ménages.
- Le taux d'investissement des sociétés est la formation brute de capital fixe divisée par la valeur ajoutée brute.
- Le taux de marge des sociétés est l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions).
- Le solde de financement des administrations publiques mesure leur capacité ou leur besoin de financement. Un solde positif (capacité de financement) signifie qu'après la prise en compte de l'ensemble de leurs ressources et de leurs dépenses, les administrations publiques ont la possibilité d'augmenter leurs actifs financiers et/ou de réduire leurs engagements financiers. À l'inverse, un solde négatif (besoin de financement) témoigne de la nécessité pour le secteur de vendre certains de ses actifs et/ou d'accroître son endettement afin de pouvoir financer ses opérations non financières. Le solde de financement est ici exprimé en pourcentage du PIB.

### **Avertissement**

*Les comptes des secteurs du premier trimestre de 2021 reflètent les perturbations liées à la crise du COVID-19 et tiennent compte des effets des mesures de politique économique mises en place pour contenir les retombées de la pandémie, sur la base des informations disponibles le 22 juin 2021. Les principales données administratives étaient disponibles, comme il est d'usage pour cette publication. Toutefois, la mesure correcte des agrégats macroéconomiques en cette période de pandémie est entourée de grandes incertitudes. Celles-ci se situent sur le front de la production non marchande et des composantes de l'optique des dépenses, ainsi qu'au niveau de l'estimation de certains transferts entre secteurs et de postes de recettes et de dépenses des pouvoirs publics directement liés à la pandémie. Par conséquent, les résultats publiés ce jour sont susceptibles d'être révisés ultérieurement de façon plus importante que d'ordinaire.*

*En ce qui concerne la correction des variations saisonnières des séries, les récentes [directives d'Eurostat](#) en la matière ont été suivies afin d'estimer l'incidence du COVID-19 aussi précisément que possible.*

*Les comptes des secteurs du premier trimestre de 2021 intègrent les dernières données disponibles relatives aux comptes nationaux trimestriels et au marché du travail, publiées le 30 juin 2021 sur [NBB.stat](#)*